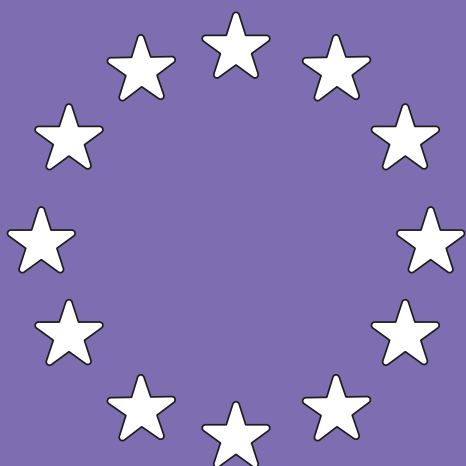


OFAJ  
DFJW

**GÉNÉRATION  
EUROPE 2023**



UN NOUVEAU SOUFFLE  
FRANCO-ALLEMAND  
POUR L'EUROPE



# Sommaire

RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	p.04
CLIMAT ET ENVIRONNEMENT .....	p.08
• Créer un fonds multilatéral de l'engagement européen pour le climat .....	p. 10
• Lancer une campagne européenne de sensibilisation sur la sobriété énergétique .....	p. 11
• Initier un plan d'action européen d'éducation climatique .....	p. 12
• Faire du train le choix naturel pour les trajets longs .....	p. 13
• Décarboner les trajets courts en région transfrontalière .....	p. 14
• Créer un réseau franco-allemand de jeunes pour l'agriculture de demain .....	p. 15
• Mentions honorables .....	p. 16
SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE .....	p.18
• Institutionnaliser des stratégies bilatérales pour une souveraineté technologique .....	p. 20
• Initier de nouveaux formats d'échanges universitaires et professionnels .....	p. 21
SANTÉ .....	p.22
Approfondir la coopération transfrontalière en matière de santé, par des synergies accrues entre systèmes de soins .....	p. 24
POLITIQUES MÉMORIELLES .....	p.26
• Développer une exposition itinérante franco-allemande pour mettre en avant la pluralité des mémoires .....	p. 28
• Inclure l'histoire coloniale dans les programmes scolaires .....	p. 29
• Créer un service d'information pour des initiatives de mémoire de la société civile .....	p. 30
• Créer des programmes d'échange et de financement pour des projets liés à l'histoire coloniale .....	p. 31
LANGUE ET CULTURE .....	p.32
• Désigner une capitale franco-allemande annuelle de la culture .....	p. 34
• Revaloriser l'enseignement bilingue dès la petite enfance .....	p. 35
• Accélérer la circulation culturelle transfrontalière .....	p. 36
• Faire de l'OFAJ et du Fonds citoyen des leviers européens .....	p. 37
RECHERCHE PUBLIQUE .....	p.38
• Revaloriser la communication scientifique vers la société .....	p. 40
• Repenser les carrières scientifiques pour les rendre plus attractives .....	p. 41
• Transformer les laboratoires en lieux de travail sains .....	p. 42
• Établir des cercles franco-allemands dans les établissements de recherche .....	p. 43
NOTRE DÉMARCHE .....	p.44
REMERCIEMENTS .....	p.48



# Résumé exécutif



## Introduction

Nous, la Génération Europe, sommes un **réseau interdisciplinaire de jeunes Européennes et Européens de France et d'Allemagne**, formé en janvier 2023 à l'occasion des **60 ans du traité de l'Élysée**.

Nous nous sommes vus confier l'objectif de formuler des **propositions concrètes pour l'avenir des deux pays, dans un cadre européen**.

Nos engagements professionnels et citoyens sont guidés par des valeurs de **démocratie, de justice, de paix et de solidarité**, dans un esprit de **coopération transfrontalière**.



### CONTEXTE

#### Dans quel contexte nous inscrivons-nous ?

L'année 2023 a été marquée par un **contexte de forte instabilité**, ayant mis à rude épreuve la cohésion de nos sociétés dans leur ensemble. À la **crise climatique** omniprésente et aux répercussions d'une **pandémie mondiale** se sont ajoutés la guerre **en Ukraine et les conflits au Proche et Moyen-Orient**, avec leurs conséquences sur la **stabilité de l'ordre international**, sans oublier les risques de **crise démocratique** en Europe.

Ce contexte accentue un **sentiment d'anxiété** chez de nombreux citoyens et favorise la montée des **idéologies d'extrême droite** qui, en France, en Allemagne, comme dans beaucoup d'autres pays européens, progressent à une vitesse alarmante. Nous nous en préoccupons fortement, notamment dans la perspective des **élections européennes de 2024**.

### VISION

#### Quelle vision nous anime ?

Mais l'année 2023 aura aussi été marquée par une volonté réaffirmée de la France et de l'Allemagne de **consolider leurs liens d'amitié et renforcer ainsi l'unité au sein de l'Union européenne**. Face à ces défis, et dans cette lignée, nous souhaitons appuyer un message positif et fédérateur, **une vision d'espoir de la jeunesse française et allemande pour l'Europe**.

Plus que jamais, nos deux pays doivent **inscrire leur coopération dans le cadre européen et porter une vision collective, allant au-delà des blocages et des seuls intérêts nationaux**. Nos recommandations ont pour objectif de contribuer à une Europe plus **concrète, juste, solidaire, soutenable et résiliente**.



# Recommandations

## Climat et environnement :

Au vu de l'urgence écologique et du caractère systémique des transformations nécessaires pour rester sur une trajectoire de 1,5 °C, en ligne avec la science et dans le cadre d'une transition juste, nous plaçons pour **l'accélération de la mobilisation. Celle-ci devra se faire dans le cadre d'une planification concertée et par la mise en place d'une véritable feuille de route franco-allemande énergie-climat**, ainsi que dans une démarche de **co-construction des solutions** avec les parties prenantes (société civile, entreprises, pouvoirs publics...).

## Souveraineté industrielle :

Repenser nos autonomies stratégiques et dépendances globales est indispensable. Cependant, cela n'est possible qu'après avoir adressé les aspects suivants : 1) **obtenir un changement d'échelle et une cohérence des plans d'investissements industriels** et 2) **libérer notre plein potentiel d'innovation** en formant chacun à évoluer efficacement dans des environnements industriels complexes de par les défis techniques à relever, mais également le nombre de parties prenantes multiculturelles.

## Santé :

La pandémie que nous avons traversée a récemment remis en cause certains aspects de nos modes de vie, mais aussi les problématiques liées aux pathologies émergentes, aux déplacements de populations voire, aussi, les progrès effectués en matière de soin. Tout cela incite à lancer une **réflexion profonde sur les synergies qui doivent être mises en avant dans les domaines de la santé.**

## Politiques mémorielles :

Le **rappel des crimes contre l'humanité** commis dans nos propres histoires est un pilier des relations franco-allemandes. Il est aujourd'hui plus important que jamais, mais doit en même temps être **élargi à l'histoire de l'époque coloniale et à d'autres contextes historiques**, se faire davantage dans le cadre d'**échanges intercontinentaux** et inclure les **groupes cibles éloignés de l'éducation.**

## Langues et culture :

Le **multilinguisme**, qui sous-tend fortement et soutient la connaissance d'autres cultures, est l'un des piliers fondamentaux d'un avenir européen commun, dans lequel la France et l'Allemagne ont vocation à continuer de faire modèles. Nos recommandations visent ici à **favoriser une compréhension et solidarité mutuelle, en se focalisant sur l'éducation et l'organisation d'événements festifs et de moyens d'expériences communes partagées.**

## Recherche publique :

Nous appelons à construire une **stratégie commune pour rendre la recherche publique franco-allemande plus attractive**, en dégageant, ensemble avec les scientifiques, une **vision binationale ambitieuse basée sur la coopération pour une recherche publique fortement novatrice et valorisante** pour les individus qui la font vivre.

## EN RÉSUMÉ

**En résumé, les divergences toujours importantes entre la France et l'Allemagne ne doivent pas bloquer, mais au contraire stimuler des avancées économiques, sociales et politiques concrètes en Europe. Une coordination solide et des échanges d'expérience poussés entre les deux pays sont essentiels pour relever sereinement et durablement les défis d'aujourd'hui et de demain. À la recherche d'un souffle nouveau, le navire franco-allemand doit désormais hisser la Grand-Voile européenne !**

## CONCLUSION ET OUVERTURE

Ces recommandations ont été rédigées dans un esprit de mise en œuvre et avec un fort sentiment de responsabilité. **Nous appelons donc les décisionnaires politiques à s'en emparer**, en particulier celles et ceux ayant souhaité et permis la création du programme, dans une perspective franco-allemande et européenne. **Nous encourageons également les actrices et acteurs de la société civile à contribuer à leur soutien et diffusion** dans la mesure où ces recommandations entrent dans leurs champs d'action. Nous espérons enfin qu'elles sauront **retenir l'intérêt du monde de l'entreprise comme de la recherche** afin de poursuivre, lorsque cela s'avère possible ou applicable, leur développement pratique et théorique.

La promotion 2023 de « Génération Europe – jeunes talents franco-allemands », ici appelée Génération Europe, restera mobilisée avec enthousiasme quant aux suites concrètes qui pourraient être données aux propositions formulées, et propose même de contribuer à leur mise en œuvre à la hauteur de ses possibilités humaines et matérielles.

## ET APRÈS ?

Et après ? L'année 2023 a été riche et intense, mais elle ne marque que le début de l'aventure Génération Europe ! Conscients de l'importance de l'engagement sur le long terme pour l'amitié franco-allemande et désireux de fédérer l'enthousiasme et l'énergie de toutes et tous dans ce but, les membres du groupe se sont engagés, avec l'OFAJ, **dans la construction du réseau des alumni de Génération Europe.**

Ce réseau contribuera à concrétiser l'ambition de long terme du programme. Il devra en particulier assurer une forme de cohésion et de continuité entre les promotions. Ses activités pourraient notamment inclure, en lien avec l'OFAJ : **l'organisation d'événements communs à l'ensemble des promotions, la proposition de conférences thématiques** ouvertes à l'ensemble des promotions, un rôle d'**ambassade dans les événements et temps forts de l'actualité franco-allemande et européenne**, un **appui à la gouvernance du programme** et à la sélection des prochaines promotions, la **structuration de pôles d'expertises et leur mise à disposition** en cas de sollicitations extérieures. En particulier, des liens pourraient être tissés **avec les autres réseaux de jeunes talents comparables.**

À cet égard, nous nous réjouissons donc tout particulièrement à l'idée de rencontrer les membres de la Génération Europe 2024 ! Ils trouveront toujours chez nous, plus que de simples prédécesseurs, des soutiens.

**Génération Europe dans 10 ans ? Un réseau vibrant de plus de 200 membres experts et décisionnaires, acteurs et ambassadeurs convaincus du rapprochement concret de nos deux pays dans tous les domaines et secteurs d'activité.**

Une solidarité franco-allemande de fait, guidée par des réalisations concrètes, dans un contexte européen.



# Climat et environnement



## Introduction

La crise climatique et environnementale représente un défi majeur pour notre génération et celles à venir. Dans le monde entier, y compris en Europe, et notamment dans les pays du Sud global, les conséquences dramatiques se font déjà terriblement ressentir. Plus que jamais, la sortie des énergies fossiles est une urgence mondiale et vitale, d'ailleurs actée dans la déclaration de la COP28.

Dans la suite de l'**accord de Paris**, la **loi européenne sur le climat** est venue consacrer l'objectif de **neutralité climatique à 2050** pour l'Union européenne et la réduction de **55 %** de nos émissions d'ici **2030** (par rapport aux niveaux de 1990). Comme les scientifiques, nous appelons toutefois à **enclencher la vitesse supérieure**, dans la **mise en œuvre** concrète de ces objectifs, mais aussi dans la définition d'une nouvelle cible de **neutralité climatique pour l'UE dès 2045 et idéalement pour 2040**. Afin d'y parvenir, nous devons changer **fondamentalement** nos manières de consommer, de produire, de nous nourrir, de nous déplacer, bref d'habiter notre planète. Cette décennie est cruciale pour réaliser les **investissements et les réductions d'émissions** nécessaires, sans oublier l'importance de l'**acceptabilité sociale** des mesures prises et les objectifs plus généraux du **développement durable**. C'est également un enjeu de **souveraineté nationale et européenne** du fait de l'approvisionnement en matériaux critiques nécessaire à cette transition.

Si le changement climatique représente un défi immense, **le relever ensemble, au niveau européen, dans un esprit de cohésion et de transition juste, promet des effets positifs majeurs** sur la qualité de vie de toutes et tous et pour la transformation vers une économie respectueuse des limites planétaires. **Dans ce but, nous plaçons pour l'accélération de la mobilisation, à travers une véritable feuille de route franco-allemande concertée énergie-climat, et dans une démarche de co-construction des solutions avec l'ensemble des parties prenantes (société civile, entreprises, pouvoirs publics...).**

## FOCUS

### Pour une planification énergétique franco-allemande concertée

Un sujet clé pour parvenir à relever ensemble ce défi qu'est la transition énergétique. **Nous appelons à dépasser les désaccords franco-allemands dans ce domaine pour mieux avancer en Européennes et Européens.** La France et l'Allemagne ont fait des choix de stratégies et de mix énergétiques différents : l'un se fonde largement sur le maintien d'un usage du nucléaire, l'autre sur une sortie déjà effective de cette énergie avec un focus prioritaire sur les énergies renouvelables. Ces différences sont source d'incompréhensions mutuelles, notamment au niveau européen, ce qui conduit au blocage de nombreuses discussions et de dossiers, pourtant cruciaux pour l'avenir de l'Union européenne, tels que la mise en œuvre du pacte vert ou de la stratégie industrielle.

La Génération Europe appelle au **dépassement de ces blocages**, ce qui nous semble passer par la **pleine acceptation des choix énergétiques de l'autre**, en vue d'atteindre la neutralité carbone au plus vite, sans ignorer les externalités négatives liées à telle stratégie ou technologie. **La France et l'Allemagne doivent concentrer leurs forces sur les sujets qui font consensus dans leurs positions respectives pour pouvoir enclencher la vitesse supérieure.**



## Créer un fonds multilatéral de l'engagement européen pour le climat

### Motivation et objectifs

La lutte contre le changement climatique et contre la dégradation environnementale manque de moyens financiers et d'accompagnement opérationnel dédiés à l'action citoyenne. Il est donc essentiel de renforcer l'accompagnement des initiatives de la société civile dès le stade de projet pilote et jusqu'à leur généralisation, y compris européenne. Les projets issus de zones socialement défavorisées doivent être particulièrement soutenus. Ainsi, notre recommandation répond aux difficultés de lancement de nombreux projets citoyens et démultiplie leur impact.

### Recommandation

Nous proposons de construire un fonds multilatéral de l'engagement européen en faveur du climat qui aurait pour but de démultiplier massivement les ressources et l'accompagnement individualisé des projets et initiatives concrètes de la société civile en matière climatique et environnementale, et qui serait déployé dans toute l'Union européenne.

Il s'agirait d'un mécanisme comparable à celui dont les start-ups peuvent bénéficier auprès des banques publiques d'investissement.

#### Modalités :

- **Toute personne ou association peut candidater pour bénéficier des moyens de ce fonds** (à l'image du Fonds citoyen franco-allemand). Dans sa phase de lancement, le fonds pourra s'appuyer sur l'expertise du Forum pour l'avenir franco-allemand, notamment pour l'évaluation ex-ante et ex-post des projets.
- **Accompagnement individualisé des personnes ou organismes porteurs de projets par des groupes experts qualifiés.** Le fonds pourra s'inspirer des bonnes pratiques des banques publiques d'investissement (comme la KfW, Kreditanstalt für Wiederaufbau, en Allemagne, et la BPI, Banque Publique d'Investissement, en France...). Des objectifs et étapes intermédiaires sont définis pour la mise en place de projets pilotes, puis leur généralisation européenne en cas de succès.
- **Les collectivités sont associées sur le terrain.** L'accompagnement personnalisé facilite des synergies entre les porteuses et porteurs de projets et les collectivités, selon la nature des projets (par exemple, mise à disposition de locaux ou de financements ciblés).
- **Ce fonds pourra être intégré dans le cadre d'accords intergouvernementaux.** Les exemples existants incluent le traité de l'Élysée et d'Aix-la-Chapelle pour la France et l'Allemagne, le traité franco-italien du Quirinal, ou le triangle de Weimar (France, Allemagne, Pologne). Après une phase de lancement associant des pays volontaires, un élargissement multilatéral plus important sera envisageable.

### Articulation avec l'existant et moyens

Outre les financements apportés par les états participants (dont les institutions franco-allemandes existantes pourraient constituer un premier noyau européen), et les synergies dégagées par l'implication des collectivités, le fonds pourrait être alimenté par le secteur privé, qui trouverait là un débouché efficace pour les politiques de responsabilité sociale et environnementale (RSE). Dans ce but, une plateforme digitale certifiée par les états participants au dispositif et l'Union européenne permettrait de mettre en lumière tous les projets soutenus par le fonds.



## Lancer une campagne européenne de sensibilisation sur la sobriété énergétique

### Motivation et objectifs

La sobriété est définie par le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) comme un « ensemble de mesures et de comportements qui réduisent la demande d'énergie et de ressources naturelles, tout en assurant le bien-être de tous à l'intérieur des limites planétaires ». Indispensable pour atteindre nos objectifs climatiques dans un esprit de justice sociale, la sobriété a également des effets bénéfiques sur le pouvoir d'achat des ménages, la qualité de vie, la santé, mais aussi sur la souveraineté industrielle et énergétique du continent. C'est pourquoi cette thématique doit faire partie intégrante de la reconstruction d'une coopération franco-allemande étroite axée sur l'énergie, qui, aux côtés de l'efficacité énergétique, se concentre donc prioritairement sur le potentiel offert par la baisse de la demande. Sa diffusion à l'échelle européenne (sous la traduction de « sufficiency ») met en avant un nouveau narratif positif, fédérateur et mobilisateur.

### Recommandation

Nous proposons de lancer une grande campagne européenne de sensibilisation et de communication positive autour de la sobriété et de ses bienfaits, à court comme à long terme. La sobriété permet de réduire l'empreinte écologique de nos sociétés tout en permettant une réallocation des ressources et des consommations, selon le principe du pollueur-payeur et dans un esprit d'équité. Elle implique aussi la mise en place de politiques d'accompagnement structurelles, permettant par ailleurs d'éviter toute interprétation « top-down ».

#### Modalités :

- **Lancer une campagne publicitaire à travers l'Europe, pour promouvoir la sobriété comme facteur de résilience et d'indépendance ainsi que de protection du climat,** mettant aussi en avant les avantages concrets pour les citoyennes et citoyens : santé, économies financières, etc. Cette campagne proposera des **mesures incitatives à destination des ménages et entreprises** pour instaurer une véritable culture **de la sobriété** en Europe. Par exemple : diminution de la vitesse en voiture, régimes alimentaires moins carnés, etc.
- **Permettre aux pouvoirs publics de mettre en avant leurs actions en faveur de la sobriété énergétique, dans un souci d'exemplarité.** Par exemple : publication régulière d'indices de sobriété d'institutions et de personnalités (dans le cadre de leurs fonctions publiques et/ou d'élus et élus) ; communication sur les indispensables **infrastructures et les politiques publiques structurelles** mises en place pour accompagner les changements de comportements individuels. Par exemple : construction de pistes cyclables, développement des transports en commun, etc.

### Articulation avec l'existant et moyens

En amont de la présidence française de l'UE début 2022, une conférence citoyenne sur l'avenir de l'Europe avait placé en première position des priorités pour le continent le développement de la « sobriété énergétique pour consommer moins en arrétant le superflu », tous secteurs confondus. Nous souhaitons populariser ce concept outre-Rhin (« *Suffizienz* ») et plus largement en Europe (« *sufficiency* »). La campagne que nous proposons pourrait s'inspirer des campagnes françaises « Chaque geste compte » et européennes « You are EU – L'Europe, c'est toi », mises en place dans le contexte de la crise énergétique, et y ajouter un volet sur la réduction de la demande.



## Initier un plan d'action européen d'éducation climatique

### Motivation et objectifs

Une connaissance et compréhension plus large des problèmes et possibles solutions en rapport avec le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont les clés de la communication et de l'acceptation des mesures nécessaires. En outre, cette connaissance favorise la mobilisation et l'action citoyennes concrètes. L'éducation formelle (par exemple au niveau scolaire ou universitaire) et informelle (à travers les missions de volontariat) sont donc cruciales pour augmenter et améliorer l'action contre le changement climatique. Son effet de levier à court et long terme constitue un élément majeur pour l'ensemble de la société.

### Recommandation

Nous proposons de mettre en œuvre un plan d'action européen d'éducation climatique afin d'ancrer une conscience climatique à tous les niveaux de la société européenne, en combinant l'intégration de cours obligatoires sur le climat dans les écoles, les centres d'apprentissage et les universités, avec l'introduction complémentaire d'un volontariat écologique européen certifiant et accessible à tous les publics. Dans toutes ces initiatives, les jeunes avec le moins d'opportunités (JAMO) doivent être ciblés en particulier.

#### Modalités :

- **Intégration de cours obligatoires sur le climat et la protection de l'environnement dans les écoles, les centres d'apprentissages et les universités.** Ils permettent à tous les citoyennes et citoyens de l'UE de s'approprier les fondements de la crise climatique et environnementale et de les intégrer à leurs parcours personnels et professionnels.
- **Mise en place de programmes d'échange franco-allemand (ou européen) sur le thème commun du climat,** qui lie la jeunesse par-delà les frontières.
- **Introduction d'un volontariat écologique européen certifiant et accessible à toutes et tous.** Douze mois d'expérience concrète sur le terrain, avec la possibilité d'effectuer tout ou une partie dans un autre pays de l'UE, pour approfondir la compréhension de la crise climatique et des moyens d'y remédier activement. Les jeunes en bénéficieront en termes d'employabilité et de compétences dans les métiers en lien avec la transition et la préservation de l'environnement.

### Articulation avec l'existant et moyens

Il existe déjà des bonnes pratiques internationales et européennes sur le sujet de l'éducation, (comme le European Climate Change Curriculum ou le European Literacy Program du pacte européen pour le climat), ainsi que des initiatives nationales (par exemple le rapport Jouzel 2022 en France). Concernant le volontariat, le plan d'action peut s'appuyer sur les programmes et instruments existant déjà dans certains pays européens, notamment le FSJ/FÖJ allemand (volontariat social et écologique), le volontariat écologique franco-allemand (DFÖJ), le service civique français, le servizio civile italien et des projets pilotes dédiés aux objectifs de développement durable (ODD), comme en Grèce, ainsi que le corps européen de solidarité (CES) au niveau européen, ou encore le « American Climate Corps ». En s'appuyant sur ces pratiques et initiatives, la France et l'Allemagne pourront constituer le socle d'une initiative européenne plus large, afin de multiplier les financements disponibles et le nombre de volontaires.



## Faire du train le choix naturel pour les trajets longs

### Motivation et objectifs

Malgré des initiatives importantes comme la stratégie européenne pour une « mobilité durable et intelligente », le secteur de la mobilité reste en deçà des efforts de décarbonation pour atteindre l'objectif de neutralité climatique en 2050. En particulier, sur les trajets longs transfrontaliers, l'avion reste trop souvent le moyen de transport de préférence. Or, la décarbonation du transport aérien n'est pas à portée de main à court terme. Si l'on souhaite une baisse significative des émissions liées aux trajets longs, il faut encourager systématiquement le passage de l'avion au train, en rendant ce dernier plus attractif en termes de flexibilité, de prix et de facilité d'utilisation et de réservation.

### Recommandation

Nous proposons l'établissement d'un véritable plan d'attractivité pour faire du train le choix naturel pour des trajets longs transfrontaliers, avec des billets transfrontaliers simples et abordables, des plateformes d'achat harmonisées, des lignes directrices plus attrayantes pour les voyages d'affaires dans les secteurs public et privé et un investissement significatif dans l'infrastructure ferroviaire.

#### Modalités :

- **Harmoniser les systèmes de distribution de billets, des prix de billets et des horaires des trains longue distance transfrontaliers en France et en Allemagne.** En outre, le renforcement des mécanismes de billetterie et des horaires des lignes ferroviaires régionales de correspondance rendrait les voyages transfrontaliers beaucoup plus attrayants.
- **Investir massivement pour renforcer l'infrastructure ferroviaire nationale et transfrontalière.** Intensifier et augmenter la capacité des lignes à grande vitesse transfrontalières et à l'intérieur des pays, raccourciront les temps de trajet, augmentant ainsi l'attractivité du train, notamment entre les nœuds clés que sont Paris, Strasbourg, Lyon, Mannheim, Francfort.
- **Créer des incitations pour les entreprises et l'État afin de favoriser les moyens de transport durables pour les populations employées et les fonctionnaires,** par exemple en modifiant la Bundesreisekostengesetz (loi fédérale sur les frais de voyage) et son équivalent français. Si prendre le train ou un autre mode de transport durable est efficace, simple et peu coûteux, nous arriverons à changer les habitudes d'une grande partie de la société.

### Articulation avec l'existant et moyens

Un transfert graduel des subventions accordées jusqu'ici au kérosène et à l'essence vers le ferroviaire, ainsi que l'augmentation du prix du CO2 dans le secteur du transport, sont essentiels pour accélérer le développement de l'infrastructure ferroviaire et atteindre des prix de billets attractifs. La Commission européenne va concentrer ses efforts sur 10 projets pilotes à travers l'Europe, opérationnels d'ici 2029. Nous appelons la France et l'Allemagne à être plus ambitieuses en termes d'infrastructure et d'échéance.



## Décarboner les trajets courts en région transfrontalière

### Motivation et objectifs

La plupart des trajets quotidiens se font sur de courtes distances, souvent en voiture. Surtout dans les régions transfrontalières, les infrastructures de train, mais aussi de vélo ou de bornes de recharges de véhicules électriques et de ceux fonctionnant à l'hydrogène, ont tendance à ne pas être pensées de manière holistique, et n'englobent pas la région transfrontalière. Pour y remédier, il est essentiel d'encourager et de renforcer la communication entre les actrices et acteurs nationaux aux différentes échelles de décision ainsi qu'entre décisionnaires français et allemands en région transfrontalière.

### Recommandation

Nous proposons la mise en place de comités pour le développement d'infrastructures de transports décarbonés dans les régions transfrontalières, où tous les groupes nationaux et internationaux pertinents aux différentes échelles de décision sont représentés pour clarifier les responsabilités, unir les efforts pour mieux avancer ensemble, mais aussi développer des systèmes qui pourront servir d'exemple aux régions transfrontalières de toute l'Europe.

#### Modalités :

- **Une première mesure simple serait l'introduction d'un « Ticket Europe » se basant sur le principe du Deutschland-Ticket**, un abonnement à prix bas ouvert à toutes et tous et valable sur tous les transports en commun régionaux en Allemagne. Chaque citoyenne et citoyen d'Europe pourrait acheter un ticket national valable pour tous les transports régionaux et pourrait ajouter ponctuellement (à l'échelle mensuelle), un ticket national d'un ou plusieurs autres pays de l'Union européenne.
- **Augmenter les investissements en faveur du développement et de la maintenance des réseaux ferroviaires régionaux transfrontaliers** en clarifiant les responsabilités des différents décisionnaires, des deux côtés de la frontière ainsi qu'en mutualisant les coûts et les bénéfices communs de la coopération transfrontalière en la matière.
- **Renforcer la mobilité en vélo** en facilitant la coopération entre communes limitrophes transfrontalières.
- **Créer des incitations destinées aux personnels transfrontaliers à privilégier les moyens de transport durables**, par exemple en permettant la subvention d'abonnements du pays voisin ou des réductions d'impôts.

### Articulation avec l'existant et moyens

Les Eurodistricts montrent qu'une vision transfrontalière du territoire est possible. Aussi, les trams transfrontaliers Strasbourg-Kehl ou Sarrebruck-Sarreguemines, les trains transfrontaliers Strasbourg-Offenburg ou les véloroutes européennes EuroVelo en sont des exemples positifs. Le succès du Deutschland-Ticket montre qu'il est possible de trouver un accord entre les parties prenantes. À court terme et/ou dans le cadre d'une première phase expérimentale, nous proposons que les personnes en possession du Deutschland-Ticket (ou équivalent français) puissent voyager avec ce ticket dans la région frontalière du pays voisin.



## Créer un réseau franco-allemand de jeunes pour l'agriculture de demain

### Motivation et objectifs

La France et l'Allemagne jouent un rôle moteur dans la production agricole européenne. Malheureusement, ce rôle se traduit souvent par l'encouragement d'une agriculture productiviste et/ou intensive nocive pour la biodiversité et les citoyennes et citoyens. Des deux côtés de la frontière, des pratiques agricoles innovantes et écologiques se mettent en place, mais elles manquent de visibilité et restent marginales. Nous souhaitons encourager les solutions innovantes et respectueuses de l'environnement en favorisant la connexion d'actrices et d'acteurs émergents et la création d'un outil d'émancipation citoyenne.

### Recommandation

Nous proposons de créer un réseau franco-allemand de jeunes agricultrices et agriculteurs centré autour de l'échange de bonnes pratiques. Ce réseau serait notamment chargé de la création d'une plateforme transfrontalière consacrée à l'agriculture durable qui fournira des informations scientifiques, centralisera les offres de formation et développement, et fera le lien avec les groupes de consommateurs locaux.

#### Modalités :

- **Créer un réseau franco-allemand à promotions centré autour de l'agriculture pour (1) favoriser l'engagement** des jeunes agricultrices et agriculteurs et des jeunes souhaitant se tourner vers l'agriculture, **(2) encourager des échanges actifs**, en organisant des rencontres, visites, mises en contact avec des lieux de production, d'innovation écologique et technologique, de décision politique et **(3) encourager l'action collective**.
- **Développement d'une plateforme par le réseau** présentant trois fonctionnalités : **(1) information**, avec des ressources scientifiques sur des thèmes importants touchant à l'agriculture (économie, écologie, social, etc.) ; **(2) formation et développement**, listant comment s'engager, se reconverter, s'inspirer d'autres acteurs, réseauter, avoir accès à des financements, etc. ; **(3) consommation**, donnant accès, pour les groupes consommateurs, au réseau local de production agricole durable et biologique, et présentant des options et possibilités d'action politique.

### Articulation avec l'existant et moyens

Différents réseaux nationaux et européens (comme le CEJA, Conseil Européen des Jeunes Agriculteurs) favorisent la mise en contact de jeunes agricultrices et agriculteurs avec des décisionnaires politiques. D'autres initiatives favorisent l'échange de bonnes pratiques, ou encouragent le développement de réseaux locaux, régionaux ou transfrontaliers.

Cependant, le lien avec les groupes consommateurs n'est pas mis en valeur et les possibilités d'action collective sont limitées. L'existence d'un réseau et d'une plateforme concentrant les meilleures pratiques agricoles franco-allemandes, que l'on pourra plus tard étendre à un niveau européen, permettra de donner une nouvelle impulsion au secteur.





# Mentions honorables

Si les recommandations présentées ci-dessus sont les plus abouties au moment où nous rédigeons ces lignes, celles-ci n'épuisent pas l'ensemble des sujets discutés. Dans cette dernière section, les membres du groupe de travail climat et environnement tiennent à mentionner quelques-unes parmi les nombreuses idées qui auraient pu être approfondies et pourraient éventuellement l'être à l'avenir.

## Concernant l'engagement et la société civile :

- (1) renforcer les partenariats entre les régions charbonnières françaises et allemandes pour accélérer la transition ;
- (2) généraliser les coopératives citoyennes en matière énergétique à travers un réseau européen ;
- (3) établir une plateforme franco-allemande de l'engagement citoyen et formaliser une communication positive sur les réussites citoyennes ;
- (4) lancer un réseau de chambres citoyennes pour l'écologie.

## Concernant l'économie et l'énergie :

- (1) établir un pilotage politique franco-allemand en faveur de la sobriété ;
- (2) réviser le cadre budgétaire européen pour faciliter le financement de la transition ;
- (3) favoriser les joint-ventures entre les entreprises françaises et allemandes du secteur énergétique ainsi que les partenariats au niveau des PME ;
- (4) favoriser les projets d'infrastructures transfrontaliers ainsi que les rénovations énergétiques ;
- (5) formaliser une véritable diplomatie franco-allemande de la finance durable.

## Concernant l'éducation et la formation :

- (1) généralisation d'un modèle clé en main de voyage scolaire autour de l'écologie à la disposition des personnels enseignants ;
- (2) introduction renforcée des sujets de transition et d'écologie dans le recrutement et la formation, idéalement en partie commune pour ces sujets, des hauts fonctionnaires français et allemands ;
- (3) renforcement des jumelages sur ces thématiques entre établissements scolaires français et allemands ;
- (4) établir des programmes d'échanges ciblés entre formations d'ingénieurs ;
- (5) encourager plus fortement les régimes alimentaires moins carnés.

## Concernant les matériaux critiques :

- (1) réduire les dépendances aux matières premières, en réduisant leur production et leur consommation excessive ;
- (2) introduire des objectifs clairs de réduction de l'empreinte matière, afin de respecter les limites planétaires ;
- (3) ne pas attribuer de passe-droits concernant les directives connexes (directive cadre sur l'eau, directive habitats, directive oiseaux notamment) ;
- (4) donner la priorité à une approche d'économie circulaire dans le règlement européen *Critical Raw Materials Act* (CRMA, ou législation européenne sur les matières premières critiques), en mettant en œuvre une stratégie de recyclage ambitieuse.

## Concernant les aspects plus institutionnels et politiques :

- (1) formaliser la communication entre les conseils climatiques (par exemple le Haut conseil pour le climat et le *Expertenrat für Klimafragen*) ;
- (2) établir un conseil franco-allemand de la jeunesse pour le climat.



# Souveraineté industrielle



## Introduction

La question de la souveraineté industrielle de la France et de l'Allemagne constitue un défi central qui requiert à notre sens une attention toute particulière. En effet, la mise en place d'un outil industriel efficace et souverain à une échelle européenne permettra de relever les défis environnementaux et sociétaux auxquels nos pays sont confrontés.

Nous devons conserver et exporter une Europe innovante et progressiste qui a les moyens de soutenir ses ambitions de transformation vers des sociétés plus justes et durables. Pour cela, construire une souveraineté industrielle efficace et cohérente entre États membres est primordial.

L'échelle à laquelle il faut mettre en œuvre des efforts nationaux de développement industriel et créer une cohérence se situe au cœur des enjeux de notre transition vers une Europe souveraine. Les secteurs technologiques et industriels stratégiques identifiés par la Commission européenne demandent des investissements si conséquents qu'aucun État membre ne peut les assumer seul. Ainsi, la cohérence à une échelle européenne des efforts de chacun sur des briques technologiques spécifiques permettrait une scalabilité, une innovation plus rapide et une compétitivité renforcée du « Made in Europe ». Dans le même temps, il ne faut pas négliger la mise en commun de ces briques qui s'opère dans le cadre de programmes industriels complexes et de coopération impliquant une grande diversité culturelle.

## FOCUS

### Deux axes de travail ont été identifiés :

Le premier vise à **rationaliser les complémentarités européennes et institutionnaliser une cohérence** entre les efforts économiques et les investissements, spécifiquement dans les secteurs stratégiques. Le second répond à la **formation** des actrices et acteurs de l'innovation, des équipes de recherche et des ingénieurs.

Nous sommes convaincus que la souveraineté industrielle européenne ne peut être dissociée d'une **approche durable, innovante et inclusive** qui permettra de se doter des moyens de soutenir la transformation vers des sociétés durables. Nous nous concentrons sur l'échelle franco-allemande, car celle-ci pourra servir de catalyseur pour l'Europe.



## Institutionnaliser des stratégies bilatérales pour une souveraineté technologique

### Motivation et objectifs

La complémentarité entre les pays européens est une force à exploiter pour garantir la souveraineté industrielle. Aujourd'hui, la réflexion de la France et de l'Allemagne sur la manière de s'affranchir de leurs interdépendances externes et de développer des technologies d'avenir se focalise souvent sur l'échelle nationale. En revanche, une réflexion transfrontalière institutionnalisée permettrait d'identifier les compétences et les investissements nécessaires pour rationaliser notre complémentarité.

L'objectif n'est pas d'entraver la concurrence entre les entreprises, mais de mettre en valeur le potentiel spécifique de développement et de croissance conjoint. Ce potentiel réside dans la coopération stratégique entre les entreprises et les gouvernements.

### Recommandation

Nous proposons de développer et d'institutionnaliser des stratégies bilatérales systématiquement lorsque les industries identifiées comme stratégiques sont concernées. Cela permettra de stimuler la coopération d'entreprises en France et en Allemagne.

#### Modalités :

- **Identifier et s'accorder sur les mêmes domaines d'intérêt stratégiques** : une liste claire des domaines de l'industrie et de la recherche où une ambition de leadership mondial existe doit être explicitée.
- **Assortir d'une stratégie bilatérale chaque stratégie nationale** qui se saisit d'un domaine sujet à d'importantes interdépendances externes ou qui concourt à notre souveraineté technologique. Une première étape consiste à identifier les objectifs communs.
- **Institutionnaliser la mise en complémentarité** des décisions et stratégies spécifiques à chaque territoire en rendant obligatoire la participation des décideurs pertinents de l'autre pays, par exemple au niveau des ministères, avant l'adoption d'une nouvelle stratégie nationale.
- **Développer une plateforme numérique de mise en réseau pour les entreprises** afin de favoriser l'émergence d'écosystèmes complets favorisant des investissements communs. Cette plateforme permettra des échanges de bonnes pratiques et le développement des stratégies communes pour tout type d'entreprise, à commencer par les start-ups.

### Articulation avec l'existant et moyens

Un premier pas vers des stratégies bilatérales réside dans la stratégie allemande de l'intelligence artificielle (IA).

Le Conseil des ministres franco-allemand et les différents groupes parlementaires bilatéraux pourraient faciliter l'institutionnalisation en vue d'harmoniser les stratégies nationales. L'initiative « Chantier Europe » de l'organisation French Tech Corporate Community et celle de l'action « Scale-Up Europe », toutes deux soutenues par le gouvernement français, semblent pertinentes pour catalyser la création de la plateforme de rencontres entre entreprises proposée ci-dessus.



## Initier de nouveaux formats d'échanges universitaires et professionnels

### Motivation et objectifs

Mettre en application des stratégies bilatérales requiert une excellence de toutes les personnes évoluant dans des programmes industriels complexes. Pour libérer ce potentiel commun, il faut de nouveaux formats d'apprentissages dans lesquels les populations étudiantes et professionnelles s'exercent à livrer des projets techniquement à la pointe dans des environnements internationaux. Cette coopération facilitera non seulement l'échange de bonnes pratiques, mais aussi la connaissance du monde professionnel des deux pays. L'émergence de solutions techniques viables pourrait également être un objectif. Ainsi, les liens entre le monde académique et industriel sont encouragés tout en permettant aux groupes étudiants et professionnels d'évoluer dans un cadre multiculturel.

### Recommandation

Nous proposons la création de nouveaux formats d'échanges universitaires et professionnels basés sur des problématiques concrètes des secteurs stratégiques afin de faciliter la mobilité entre les groupes professionnels et étudiants. Il est pour cela nécessaire de renforcer le travail coopératif et d'approfondir la compréhension des mondes professionnels entre les pays.

#### Modalités :

- **« Grand Tech Challenges »** : pour renforcer la coopération entre les étudiantes et étudiants de toutes formations, un challenge lié aux domaines stratégiques est proposé. L'idée est qu'une université (alternant entre France et Allemagne) accueille pendant un semestre des étudiantes et étudiants autour d'une problématique concrète dans un domaine stratégique pour l'industrie européenne. En équipe binationale et multidisciplinaire, l'objectif sera de développer un prototype, une solution tangible et réalisable avec un budget et un temps définis. Un jury expert de l'industrie récompensera les solutions les plus innovantes. Ces partenaires issus de l'industrie et les universités mettront à disposition des moyens concrets, tels que des laboratoires, de l'équipement ou un accès privilégié aux groupes experts.
- **Un programme Erasmus professionnel** qui incite les entreprises à proposer une mobilité à leurs personnels dans une entreprise du pays partenaire (à élargir à l'UE ensuite). Des entreprises présentes en France et en Allemagne entrent dans des jumelages d'entreprises pertinents selon leurs domaines industriels, facilitant les échanges professionnels et ouvrant la voie à des coopérations sur l'innovation.

### Articulation avec l'existant et moyens

Le projet Grand Tech Challenges pourrait être subventionné par des entreprises qui forment le jury et qui sont prêtes à insuffler une problématique de travail. Des hackathons, mais aussi d'autres compétitions comme le WorldMUN ou le WorldSkills, pourraient servir de modèles. Avec le volontariat international d'entreprise (VIE) français, il existe déjà des structures de mobilité entre pays qui pourront servir de levier d'élargissement à l'échelle européenne, en s'appuyant sur la base de programmes franco-allemands. Le programme Erasmus se décline déjà au niveau des apprentissages professionnels. Dans cette logique, développer fortement les échanges tout au long de la carrière professionnelle renforcera significativement l'intérêt actif des jeunes professionnels pour l'échelle européenne, qui est la bonne à considérer dans les domaines stratégiques précités.



# Santé



## Introduction

La santé est le bien le plus important pour l'être humain. Pour citer Schopenhauer : « La santé n'est pas tout, mais, sans la santé, tout n'est rien. » La pandémie nous a rappelé les graves conséquences de la fermeture des frontières. Mais, en même temps, nous avons pu constater à quel point la coopération et la coordination transfrontalières sont essentielles en matière de politique de santé.

Car la santé ne connaît pas de frontières.

Cela signifie que les patientes et patients doivent pouvoir trouver les meilleurs soins possibles à proximité de leur domicile, que ce soit dans leur propre pays ou de l'autre côté de la frontière. L'harmonisation des systèmes de santé et l'interopérabilité constituent un pilier important à cet égard. La numérisation offre ici de très grandes opportunités pour une véritable « révolution » des soins et de l'assistance à la personne en Europe.

Dans un monde marqué par le changement climatique, dans lequel nous devons développer massivement nos efforts pour lutter contre celui-ci, **l'approche dite « One Health » devrait être le fil conducteur dans la définition des mesures de politique de santé.**

## FOCUS

### **Nos recommandations se basent sur un constat :**

**Des réseaux et échanges interdisciplinaires sont nécessaires pour mieux travailler ensemble** et nous souhaitons donner une impulsion à la santé pour toutes et tous en misant sur les **synergies européennes.**



# Approfondir la coopération transfrontalière en matière de santé, par des synergies accrues entre systèmes de soins

## Motivation et objectifs

Dans le domaine de la santé, la coopération franco-allemande concrète se heurte encore à de nombreux obstacles. Pourtant, la pandémie a montré le potentiel de la coopération transfrontalière en matière de santé et de soins pour améliorer la prise en charge de chaque patiente et patient. Les « meilleurs points de soins » (Best Point of Care) à proximité du domicile ne devraient pas s'arrêter aux frontières nationales, en particulier dans les régions frontalières. Conformément à notre réalité européenne vécue, nous recommandons d'utiliser les leçons de la pandémie pour mettre en œuvre efficacement la coopération transfrontalière dans le domaine des soins médicaux.

## Recommandation

Nous demandons un renforcement de la coopération transfrontalière dans le domaine des soins médicaux par le biais de mesures ciblées, afin d'offrir à tout moment aux patientes et patients les meilleurs soins de santé possibles, proches de leur domicile et adaptés à leurs besoins.

### Modalités :

- **Harmonisation des systèmes de facturation** dans le cadre de la mise en œuvre de l'Espace européen des données de santé (EHDS). La France et l'Allemagne doivent s'engager ensemble en Europe et pour l'Europe dans l'objectif de faire avancer le chantier de l'EHDS.
- **Utiliser et exploiter le potentiel des dossiers médicaux électroniques** afin de permettre un traitement transfrontalier pour tous les patientes et patients en Europe, indépendamment de leur lieu de résidence. Les soins de proximité garantissent en outre que le secteur de la santé (surtout dans le domaine hospitalier) devienne plus durable en réduisant les émissions de CO2. La numérisation peut également contribuer à cet objectif (par exemple : réduction des déplacements grâce à la télésurveillance, ordonnance électronique pour les malades chroniques).
- **Harmoniser les cursus des études en médecine et des formations en soins infirmiers** afin de permettre un engagement transfrontalier et la reconnaissance des semestres passés à l'étranger.
- **Développement de projets pilotes** sur le modèle du corridor MOSAR dans l'Eurodistrict SaarMoselle (expérience d'une double assurance maladie franco-allemande).

## Articulation avec l'existant et moyens

Nos recommandations s'inscrivent également dans le contexte de l'Espace européen des données de santé (EHDS). L'infrastructure nécessaire à l'introduction d'un dossier médical électronique n'est pas encore développée partout (par exemple en Allemagne, contrairement à la France).

Les coûts d'une harmonisation et d'une interopérabilité transfrontalières des systèmes seront amortis à long terme par les économies potentielles dans les soins et l'assistance.

De plus, la numérisation offre la possibilité d'éviter la double médication, de traiter les patientes et patients de manière ciblée et précoce grâce à l'évaluation cohérente des données de santé et, surtout, de réaliser des économies grâce à une communication plus rapide ou à une documentation et des processus administratifs efficaces.



# Politiques mémorielles



## Introduction

En tant que membres de la Génération Europe, nous sommes les héritiers de l'histoire franco-allemande. Notre coopération binationale, et de plus en plus européenne, n'a été rendue possible que par le travail de mémoire sur les guerres et les crimes contre l'humanité qui ont marqué l'histoire du continent. Aujourd'hui, la nécessité d'élargir ces pratiques mémorielles à l'histoire de la période coloniale et à d'autres crimes contre l'humanité se fait sentir des deux côtés du Rhin.

Ce fait nous a incités à une réflexion nouvelle sur le rôle de la politique mémorielle dans les relations franco-allemandes, qui devrait également refléter les relations avec les pays anciennement colonisés. Nous tenons à remercier les trois expertes que nous avons pu interroger sur ces sujets : Michaela Feurstein-Prasser (historienne et commissaire d'exposition), Maisha-Maureen Auma (spécialiste des sciences de l'éducation et des études de genre) et Bénédicte Savoy (historienne de l'art). Leurs appréciations ont guidé nos recherches et l'argumentation qui suit.

Une volonté politique mémorielle constitue depuis toujours un pilier de l'amitié franco-allemande, consacrée il y a maintenant 60 ans par le traité de l'Élysée. Les crimes de l'Allemagne nazie et du gouvernement de Vichy, la Shoah, mais aussi les nombreuses rivalités et guerres entre la France et l'Allemagne ne sont ni occultés ni minimisés dans cette amitié. Au contraire, une réflexion et une conscience commune concernant le passé a permis de poser des jalons pour un avenir solidaire et pacifique. Dans les deux pays, mais aussi de manière bilatérale, des lieux de mémoire, des monuments et des musées ont été créés au fil des années, et des cérémonies communes du souvenir ont été institutionnalisées. Des initiatives de la société civile se basent également sur cette politique de mémoire franco-allemande, comme par exemple la création de jumelages de villes, la mise en place d'échanges scolaires, l'enseignement des langues françaises et allemandes, des cursus intégrés, sans oublier la création du Fonds citoyen franco-allemand et de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. Depuis les années 1980, l'Allemagne a développé une véritable « culture mémorielle » (ou *Erinnerungskultur*) qui a fait de la reconnaissance et du traitement des fautes historiques une raison d'État. En France, le gouvernement Chirac des années 1990 s'est engagé à faire la lumière sur le régime de Vichy.

Le discours sur ces pratiques mémorielles est cependant entré dans une nouvelle phase depuis maintenant quelques années. En France, l'élucidation du passé colonial est devenue de plus en plus incontournable depuis la décolonisation des années 1950 et 1960. En Allemagne, les débats de 2020 autour des œuvres d'art et des artefacts des musées ethnologiques de Berlin

devant être exposés au Humboldtforum nouvellement construit ont publiquement mis sur le devant de la scène l'étude du passé colonial, lui aussi considérable mais peu connu. Des voix universitaires et de la société civile réclament donc l'élargissement de la culture mémorielle à l'étude du colonialisme et d'autres crimes contre l'humanité, sans pour autant remettre en question la pertinence des thématiques abordées jusqu'à présent. Au niveau politique également, les deux nations commencent à prendre au sérieux leur responsabilité en tant qu'anciennes puissances coloniales dans leurs partenariats internationaux. Ainsi, les rapports experts, le débat sur le pardon public, les indemnisations ainsi que la restitution des biens culturels jouent déjà un rôle dans la politique culturelle et étrangère française et allemande.

En tant que première promotion de la Génération Europe, nous ressentons un devoir d'analyse et de mémoire à l'égard du nazisme, du nationalisme et du militarisme. Nous espérons la poursuite de ces objectifs mémoriels au niveau politique et de la société civile. En même temps, nous sommes aussi contemporains des défis et des orientations actuelles. Nous espérons que la France et l'Allemagne prendront également au sérieux leur rôle de moteur de l'idée européenne dans le domaine de la politique de la mémoire et qu'elles tiendront les promesses de leurs traditions humanistes. Les recommandations qui suivent sont donc fondées sur la conviction que :

- Nos discours et pratiques mémorielles doivent être diversifiés afin de s'ouvrir à des perspectives post-coloniales plus larges, permettant ainsi la participation et la représentation de toutes et tous dans nos sociétés multiculturelles.
- Les pratiques mémorielles doivent également être accessibles aux classes scolaires et aux personnes éloignées de l'éducation. Il faut donc trouver des formats supplémentaires attrayants et accessibles.
- La France et l'Allemagne doivent démontrer qu'elles sont capables de mettre en place une géopolitique génératrice de relations égalitaires qui renforcent économiquement et socialement nos partenaires non européens, en particulier les pays anciennement colonisés.



## Développer une exposition itinérante franco-allemande pour mettre en avant la pluralité des mémoires

### Motivation et objectifs

Nos discours et pratiques mémoriels ne doivent pas rester figés dans une époque ou un format particulier. Ils doivent s'adapter aux évolutions de la société et aux défis actuels. Au vu des changements sociaux qui ont eu lieu dans les sociétés française et allemande en raison des migrations postcoloniales et de l'arrivée de travailleuses et travailleurs immigrés et de personnes réfugiées, il est aujourd'hui nécessaire pour les deux pays d'élargir le cadre des histoires dont nous voulons nous souvenir collectivement. En même temps, nous avons besoin de formats pour ce travail de mémoire pluriel qui ne s'adressent pas uniquement aux personnes aisées ou éduquées, mais permettent aussi une large représentation et accessibilité. L'idée d'exposition itinérante proposée ici est donc conçue comme un projet dans l'espace urbain.

### Recommandation

Nous proposons la conception et réalisation d'une exposition itinérante qui circule en France et en Allemagne et qui aborde les bases d'une mémoire plurielle dans le contexte européen.

#### Modalités :

- **Thématiser la pluralité mémorielle.** Se souvenir de différentes histoires ne signifie pas amoindrir le souvenir exhortant des guerres mondiales et de la Shoah. La pluralisation de la mémoire permet à tous les membres de nos sociétés post-migratoires de se considérer comme faisant partie de leur nation et de l'Europe, tout en développant de l'empathie pour les autres membres de la société.
- **Faire comprendre le caractère central de la paix pour le projet européen.** La France, l'Allemagne, mais aussi d'autres pays européens, portent la responsabilité historique de nombreux crimes contre l'humanité. L'exposition permet d'en apprendre davantage à ce sujet, afin de rendre l'Europe perceptible en tant que projet de paix.
- **Exposition itinérante dans l'espace urbain afin de rendre la mémoire accessible à toutes et à tous.** Le travail mémoriel doit être davantage encouragé en dehors des institutions habituelles afin d'être accessible à tous les groupes sociaux. C'est pourquoi nous recommandons une exposition en dehors des musées, par exemple dans l'espace urbain ou en milieu rural. En faisant circuler l'exposition en France et en Allemagne, les échanges et les liens entre nos pays seront renforcés.

### Articulation avec l'existant et moyens

Pascal Blanchard a accompagné de 2013 à 2015 un projet d'une actualité nouvelle sur les mémoires plurielles dans les quartiers populaires. Dans le domaine des expositions, l'exposition en allemand « Les derniers européens » (Die letzten Europäer) présentée en 2023 au Musée juif de Munich est un exemple très réussi. Nous recommandons de la traduire et de l'élargir en vue d'un concept extra-muséal.



## Inclure l'histoire coloniale dans les programmes scolaires

### Motivation et objectifs

Les histoires de celles et ceux qui vivent aujourd'hui en France et en Allemagne sont multiples. Les guerres mondiales et la Shoah ont engendré un devoir de mémoire particulier pour les deux pays, qui n'a rien perdu de sa pertinence. Toutefois, depuis des années, il est souligné que nos États portent également une dette historique importante pour les crimes du colonialisme, peu assumée jusqu'à présent. Si notre mémoire doit généralement se « pluraliser », le traitement du colonialisme nécessite une attention particulière. Nous considérons que les écoles ont un rôle à jouer en tant que facteur central de la formation de la personnalité et de la cohésion sociale.

### Recommandation

Nous proposons d'ancrer l'histoire coloniale de manière pertinente en tant qu'objet d'apprentissage dans l'enseignement scolaire.

#### Modalités :

- **Étendre le traitement du colonialisme dans les programmes scolaires et les manuels.** Jusqu'à présent, le colonialisme n'est généralement mentionné qu'en marge des cours d'histoire et présente dans sa pertinence pour l'Europe de l'époque. Au lieu de cela, il doit être traité plus sérieusement en tant qu'objet d'apprentissage et compris aussi d'un point de vue non européen. Non seulement les programmes d'histoire, mais aussi, par exemple, les programmes de sciences sociales, de géographie et de langues étrangères, ainsi que les manuels scolaires respectifs, doivent être mis à jour dans ce sens.
- **Introduire des concepts mémoriels participatifs dans les écoles.** Pour que les objets d'apprentissage soient compréhensibles, ils doivent avoir un lien avec la vie quotidienne des élèves. Au-delà de l'enseignement spécialisé, nous recommandons donc d'utiliser les possibilités offertes par la société civile et la culture, comme par exemple les lieux de mémoire ou les rencontres avec des témoins de l'époque.
- **Ancrer l'histoire coloniale dans les études et formations pour devenir personnel enseignant.** Les futurs enseignantes et enseignants ont une fonction multiplicatrice au sein de nos sociétés. Afin de transmettre avec succès l'histoire française, allemande et européenne, l'acquisition des compétences correspondantes doit être ancrée de manière conséquente dans leur formation.

### Articulation avec l'existant et moyens

Depuis peu, la ville de Berlin a engagé un travail mémoriel important sur l'époque coloniale pour l'ensemble de la société et au niveau de la politique éducative. Ce travail doit être soutenu et peut servir d'exemple pour d'autres contextes. Un exemple est l'avis d'experte de Prof. Dr. Maisha Auma sur la qualité du travail de mémoire dans les garderies berlinoises ou le rapport final sur le concept de mémoire du colonialisme à Berlin, qui propose un lieu d'apprentissage et de mémoire pour l'ensemble de la société, particulièrement adapté aux classes scolaires.



## Créer un service d'information pour des initiatives de mémoire de la société civile

### Motivation et objectifs

Les lieux et les pratiques mémorielles doivent être accessibles indépendamment de l'origine sociale, afin de renforcer le socle commun de valeurs pour notre cohésion sociale. Or, dans les deux pays, les confrontations avec le passé sont souvent pensées pour une société majoritaire supposée homogène, sans tenir compte de la diversité des parcours, notamment liés à la migration. Il nous semble donc indispensable de tenir compte, dans la conception des pratiques mémorielles, des perspectives et des habitudes de tous celles et ceux qui n'appartiennent pas aux groupes sociaux aisés et éduqués. Il ne suffit pas de diversifier les musées et autres institutions à vocation éducative ; il faut également soutenir davantage l'engagement de la société civile.

### Recommandation

Nous proposons la mise en place d'un service d'information transfrontalier franco-allemand gratuit qui soutient les initiatives de la société civile en matière de travail de mémoire et d'échanges.

#### Modalités :

- **Soutenir et encourager l'engagement dans la société civile.** Les initiatives de la société civile sont souvent les plus efficaces pour atteindre des publics moins favorisés. Afin de leur apporter un soutien accessible, nous recommandons la mise en place d'un service d'information transfrontalier pour la conception, la planification, le financement et la mise en œuvre d'initiatives, qui mettrait également les personnes intéressées en contact avec les structures existantes.
- **Conseil pour des pratiques de mémoire plurielles.** Il est indispensable d'organiser le travail de mémoire en tenant compte de l'éducation et des migrations si l'on veut qu'il permette de véritables échanges et rencontres. Le service d'information doit apporter son soutien en fournissant des exemples de bonnes pratiques et en facilitant les contacts.
- **Coopérer internationalement grâce à une meilleure politique des visas.** Dans de nombreux cas, les initiatives de mémoire impliquent des rencontres avec des personnes provenant également de pays non européens. Pour cela, la politique des visas doit être plus transparente. Le service d'information peut offrir son soutien pour les demandes de visa et délivrer des certificats qui facilitent les demandes de visa pour les projets de mémoire et d'échange.

### Articulation avec l'existant et moyens

Les initiatives de la société civile en matière de travail mémoriel ont souvent lieu dans le cadre de jumelages de villes ou d'associations, mais celles-ci manquent souvent de savoir-faire et d'impulsions innovantes. L'échange avec des organisations partenaires non européennes constitue souvent un obstacle. Le service d'information pourrait par exemple être lié au Fonds citoyen franco-allemand et être porté par une équipe binationale.



## Créer des programmes d'échange et de financement pour des projets liés à l'histoire coloniale

### Motivation et objectifs

La responsabilité historique de la France et de l'Allemagne dans l'esclavage et le colonialisme n'a pas encore fait l'objet d'un travail historique suffisant et n'est pas assez ancrée dans l'ensemble de la société en tant qu'objet mémoriel, surtout en Allemagne, mais aussi en France. Des démarches importantes comme les rapports remis au président de la République française ces dernières années ou le travail du Comité National pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage (CNMHE) doivent encore déployer tout leur potentiel social. Outre le domaine de l'éducation scolaire, nous recommandons donc de renforcer les initiatives de la société civile et les formats d'échanges internationaux qui font un travail de mémoire et de réconciliation dans ce domaine.

### Recommandation

Nous proposons d'élargir les formats de mémoire et d'échange franco-allemands existants et de les ouvrir aux thématiques de l'histoire de l'esclavage, du colonialisme et de la décolonisation.

#### Modalités :

- **Élargir les formats franco-allemands existants.** Le travail de mémoire de la société civile en France et en Allemagne est soutenu par des institutions éprouvées et appréciées qui financent des projets (Fonds citoyen franco-allemand) ou permettent des échanges et des rencontres (OFAJ). Ces formats réussis devraient être élargis par des programmes d'échange et des lignes de soutien supplémentaires en rapport avec l'histoire coloniale. Le travail et les initiatives mémorielles de la société civile en profiteraient également.
- **Améliorer la politique des visas pour les échanges.** Les échanges scientifiques, artistiques et de la société civile avec des pays non européens échouent souvent en raison de procédures de visa imprévisibles. Pour le travail de réconciliation recommandé ici, des processus équitables et transparents sont indispensables.
- **Des échanges qui profitent à toutes les parties.** Les formats soutenus doivent servir à rendre, outre la France et l'Allemagne, les autres pays concernés plus attractifs pour leurs propres citoyennes et citoyens, afin de renforcer ces sociétés et de lutter contre la « fuite des cerveaux ».

### Articulation avec l'existant et moyens

Les fonds destinés au traitement de l'histoire coloniale sont souvent liés à des institutions de recherche (par exemple le Centre Marc Bloch) ou limités dans le temps (par exemple Kulturweit, le service volontaire international pour la culture de la Commission allemande pour l'UNESCO). L'OFAJ porte un intérêt résolu à l'inclusion de pays tiers dans les formats existants, mais n'a pas encore de projet qui prendrait spécifiquement en compte l'histoire coloniale. Aussi, le Fonds citoyen franco-allemand doit élargir son orientation à la fois sur le plan thématique et sur le plan de l'inclusion des pays tiers.





# Langue et culture



## Introduction

Nos recommandations s’ancrent dans le contexte d’un constat difficile : l’apprentissage mutuel du français et de l’allemand ne cessent de reculer, en dépit d’initiatives régionales très ambitieuses (voir la « Stratégie France » de la Sarre), d’une démographie favorable (il n’y a jamais eu autant de ressortissantes et ressortissants de l’un des pays vivant dans l’autre, ou autant de familles binationales) et d’un sens historique qui devrait pousser à l’ambition (rarement la France et l’Allemagne n’ont eu une telle centralité, notamment politique et économique, vis-à-vis des autres pays européens).

Ce paradoxe peut s’expliquer par la tentation toujours présente des courtes vues budgétaires contribuant à rogner les budgets. L’apprentissage de la langue du partenaire sous-tend pourtant toujours les fondamentaux d’une relation stratégique, et la concurrence de l’anglais, réelle, ne devrait pas entraver la recherche d’une meilleure compréhension, le renforcement des liens et échanges qu’elle amène, ainsi que la nécessité du multilinguisme au niveau européen.

La langue demeure ainsi une des pierres angulaires du rapprochement entre nos populations, nécessitant des mesures à nouveau fortes et ambitieuses en faveur de l’éducation bilingue franco-allemande. Elle pose les bases de cheminements convergents vers une relation forte entre la France et l’Allemagne, essentielle à une Europe soudée et indépendante.

Afin d’y contribuer, notre démarche implique l’organisation commune d’événements emblématiques associatifs, sportifs et culturels, notamment la mise en place d’une capitale franco-allemande nommée pour un an qui serait l’occasion de rencontres à tous niveaux, mais aussi des actions ciblées sur l’accès à la culture et à la mobilité, pour multiplier les occasions de rencontre. Nous visons aussi à travers nos recommandations à aménager les outils communs à succès que sont l’OFAJ et le Fonds citoyen franco-allemand pour en renforcer encore, sans perdre de vue leurs objectifs fondamentaux de partage des langues et cultures françaises et allemandes, le rayonnement, l’impact et l’influence au niveau européen.

## FOCUS

### **Nos recommandations affirment généralement un rôle privilégié des régions frontalières,**

où les échanges mutuels sont facilités, et qui se prêtent toujours à tester des approfondissements et des initiatives pouvant ensuite être étendus. Elles proclament le nécessaire levier de l’éducation et du ciblage de la jeunesse, tout en aspirant à entraîner la société toute entière dans une dynamique d’ouverture. Elles consacrent enfin la nécessité et la responsabilité d’une relation franco-allemande exemplaire, comme un pas de plus vers l’objectif d’une Europe forte et unie dans la diversité culturelle qui en fait toute sa richesse.



## Désigner une capitale franco-allemande annuelle de la culture

### Motivation et objectifs

Au-delà des stéréotypes mutuels, la culture de chaque pays reste relativement méconnue de son voisin, et les rencontres communes de décideurs et de groupes acteurs d'influence souvent limitées à des cercles d'habités, voire aux groupes professionnels du franco-allemand. Le couple, pour être moteur, semble donc en mal d'un grand rassemblement emblématique. S'inspirant du modèle des capitales européennes thématiques (de la culture, de l'environnement, de la jeunesse, etc.), pour l'amener dans un cadre franco-allemand, il s'agirait de créer à la fois un événement populaire, culturel, sportif et festif, mettant chaque année à l'honneur la culture de l'autre, tout en le combinant à une conférence de grande ampleur visant un fort impact international, portant sur des thèmes d'actualité et conviant le monde intellectuel, décideurs et actrices et acteurs de terrain et le monde économique, qui dotera le couple franco-allemand d'un événement équivalent au Forum économique de Karpacz et au Forum économique mondial de Davos. Chaque année, un pays tiers faisant partie de l'Union serait invité d'honneur pour l'ouverture et le rayonnement.

### Recommandation

Nous proposons de créer une capitale franco-allemande, changeant chaque année de lieu et alternant d'un pays à l'autre, combinant événement populaire et conférence internationale.

#### Modalités :

- Ouvrir chaque année la **candidature** à une ville alternativement de France et d'Allemagne, avec un État membre tiers de l'UE invité d'honneur.
- Commencer par concentrer **activités sportives, culturelles, gastronomiques**, festives sur une semaine, puis au fur et à mesure de la montée en importance et en visibilité, envisager l'année complète d'animations.
- Organiser sur site **une grande conférence internationale**, réunissant monde intellectuel, décideurs, scientifiques et écosystèmes économiques, en allant chercher précisément des profils d'intervenantes et intervenants non préalablement engagés dans le franco-allemand.
- Mobiliser néanmoins les **écosystèmes existants**, de jumelage, d'action jeunesse et d'intégration commerciale, pour contribuer à l'organisation de l'événement, et en faire un moment fédérateur et de rassemblement de la scène existante.

### Articulation avec l'existant et moyens

Le Fonds citoyen franco-allemand a précisément été créé pour financer ce type d'action, et pourrait coordonner l'attribution du statut de capitale, mis en œuvre ensuite par les territoires candidats avec le soutien de l'écosystème franco-allemand existant, pour amenuiser les coûts. Le Grand Est et la Sarre semblent déjà manifester un intérêt pour l'organisation d'une première édition et le triangle Sarrebruck-Sarreguemines-Forbach, idéalement situé à mi-chemin entre Paris et Berlin, profiterait d'une redynamisation du territoire.



## Revaloriser l'enseignement bilingue dès la petite enfance

### Motivation et objectifs

La libre circulation en Union européenne permet à de nombreuses familles de s'installer dans un pays qui n'est pas leur pays natal. Les familles bi- voire trinationales sont nombreuses. Dans ce contexte, la France et l'Allemagne, de par leurs volontés affichées de renforcer leurs liens, doivent lancer des actions fortes en faveur de l'enseignement bilingue, dès le plus jeune âge, afin de favoriser l'insertion des familles et aussi de préserver cette idée que les cultures européennes, dans leurs richesses, peuvent et doivent se côtoyer. Pour citer la direction d'une crèche franco-allemande que nous avons consultée : « Le renforcement de l'offre d'établissements bilingues dans chaque pays devrait être une tâche évidente des États et bénéficier d'une plus grande attention. Malheureusement, nous rencontrons chaque année de nombreuses familles qui doivent y renoncer par manque de places. »

### Recommandation

Nous proposons l'application de mesures simples et non coûteuses afin de réduire la pression sur les milieux éducatifs, actuellement en besoin de personnels.

Nous attirons l'attention sur un besoin d'assouplissement des démarches d'équivalence de diplôme et des requis en maîtrise de la langue du pays d'accueil, en particulier dans les établissements d'enseignement bilingue.

#### Modalités :

- **Faciliter, voire automatiser les démarches de demandes d'équivalence, notamment pour les diplômés de l'enseignement**, en particulier concernant des projets professionnels dans un établissement bilingue.
- **Assouplir les prérequis de niveau en langue locale**, dans le cas des établissements d'enseignement bilingue, en particulier dans la toute petite enfance. Multiplier ainsi les vecteurs de recrutement, notamment alternatifs et complémentaires, par exemple en multipliant les volontariats franco-allemands.
- Envisager un **pilote régional pour la systématisation d'un échange en formation initiale et/ou continue** dans l'autre pays pour tous les personnels enseignants de langues mais aussi du primaire et de la petite enfance.

### Articulation avec l'existant et moyens

L'assouplissement des demandes d'équivalence permettrait de réduire les coûts administratifs de ces démarches, d'accélérer la mise à disposition de nouveaux personnels qualifiés, actuellement en déficit, et en général d'ouvrir les places disponibles pour sortir de l'entre-soi.



## Accélérer la circulation culturelle transfrontalière

### Motivation et objectifs

En matière de politiques d'encouragement à l'apprentissage des langues et aux rencontres interculturelles, on distingue des méthodes actives et passives. Les secondes, quoique incertaines dans leurs réussites, ont toujours des impacts plus profonds et durables, car elles changent les préférences et actions des publics, en faisant de ceux-ci les relais mêmes de la politique menée. En France, comme en Allemagne, des innovations dans le domaine du transport (*Deutschland-Ticket*) et de l'aide à la consommation culturelle (*pass Culture*) ont conduit à des changements massifs de comportements, majoritairement chez les plus jeunes. Mettre en commun ces politiques, a minima dans les espaces frontaliers, conduirait à un rapprochement entre les deux pays.

### Recommandation

Favoriser, par l'intégration des transports, des aides à la consommation culturelle et à la création binationale, les rencontres informelles sur tous les plans entre les deux pays.

#### Modalités :

- Intégrer en France, dans le Grand Est d'abord, puis élargir au niveau national, une **offre de transports en commun intégrée** avec l'Allemagne, sur le ticket trajet unique, puis l'abonnement mensuel (Land et Deutschland), afin de massifier les échanges, notamment touristiques et des personnels travaillant dans les zones transfrontalières.
- Harmoniser dans le Grand Est et les Länder frontaliers d'abord, puis élargir au niveau national, un **pass culturel commun** permettant, aux mêmes conditions, dans les mêmes quantités et auprès des mêmes prestataires de biens et d'activités culturelles, aux jeunes d'avoir accès indifféremment en France et en Allemagne à une offre culturelle.
- Lancer un **fonds commun d'aide à la création** pour les grandes productions d'art vivant, avec pour condition unique d'accès la composition paritaire franco-allemande de la troupe, pour favoriser la création culturelle commune, et utiliser pleinement l'impact européen et mondial sur le secteur qu'ont Berlin et Avignon.

### Articulation avec l'existant et moyens

En parallèle de l'élaboration de cette recommandation, des initiatives encourageantes ont été adoptées, notamment entre le Grand Est et ses régions voisines allemandes, sur le *pass Culture* et le transport, montrant la pertinence des idées, et l'intérêt d'approfondir cette coopération, avec un soutien de l'État. Le morcellement de la politique des transports en France, et la différence des conditions d'âge et ressources du *pass Culture*, rendent en effet l'échange de bonnes pratiques et la reconnaissance mutuelle particulièrement intéressants dans ces domaines. La création commune dans le monde de l'art vivant bute sur les différences drastiques des systèmes, marqués par les artistes indépendants et les grandes scènes sédentaires côté allemand, et le modèle des intermittents du spectacle côté français. Un fonds commun aurait un effet unificateur.



## Faire de l'OFAJ et du Fonds citoyen des leviers européens

### Motivation et objectifs

L'OFAJ et le Fonds citoyen franco-allemand sont des succès éclatants des politiques de soutien à la jeunesse, aux langues et en général à l'action de la société civile et de formidables vecteurs de l'approche de l'éducation informelle, en raison de la facilité d'accès aux nouvelles structures bénéficiaires. Par ailleurs, et sans nier les difficultés réelles qui ont tendance à s'accroître ces dernières années, le soutien national et local du secteur associatif en France et Allemagne, en contraste à sa quasi absence dans d'autres États membres, explique sans doute que les actrices et acteurs des deux pays se positionnent relativement peu dans les principaux programmes européens (Erasmus +, FSE, CERV, etc.). Ils sont donc assez effacés des rencontres associatives et jeunesse dans ce cadre, malgré leur poids démographique. Même déjà ouverts aux pays tiers pour l'OFAJ (avec des programmes spécifiques pour les Balkans et l'Europe de l'Est), ces deux institutions franco-allemandes conservent ainsi un potentiel inexploité d'influence au niveau européen.

### Recommandation

Adapter les règles de bénéficiaires et des programmes de l'OFAJ et du Fonds citoyen pour en faire des relais au niveau européen de la stratégie d'influence et linguistique franco-allemande.

#### Modalités :

- Autoriser les **résidentes et résidents de pays tiers** parmi les publics des actions du Fonds citoyen, pour assurer un impact au niveau européen de l'événementiel franco-allemand.
- **Modifier la règle actuelle OFAJ des pays tiers** (qui serait alors valable pour les deux institutions), en gardant l'obligation de fréquentation par un tiers de Français et d'Allemands respectivement, mais laissant une composition entièrement libre du tiers restant (parmi les pays éligibles) au lieu d'imposer la concentration sur un seul pays.
- Les deux institutions sont concentrées sur les petites subventions, ce qui garantit leur accessibilité, mais **développer un programme de mise à disposition d'expertes et experts internes** accompagnant vers les financements européens (Erasmus, CERV, etc.), permettrait de favoriser l'expansion des projets franco-allemands prometteurs, et d'obtenir un relais financier ultérieur à des aides franco-allemandes devant demeurer ponctuelles.

### Articulation avec l'existant et moyens

L'objet de ces institutions doit rester avant tout le renforcement de la relation franco-allemande et l'apprentissage du français et de l'allemand, comme aujourd'hui, mais se priver de toute action et impact européen comme le fait encore le Fonds citoyen franco-allemand est un choix lourd dans une Europe ouverte. Il appauvrit les événements (absence d'expertes et experts d'autres pays) et prive la France et l'Allemagne d'un rayonnement européen qui leur est pourtant naturel. Le choix OFAJ du pays tiers unique a quant à lui tendance à noyer le groupe français et allemand, et à favoriser l'usage de l'anglais par les jeunes.



# Recherche publique



## Introduction

La recherche scientifique académique, ainsi que la recherche réalisée dans les instituts à but non lucratif, constituent le socle d'une recherche indépendante guidée par la seule motivation d'élever le savoir et les connaissances de nos sociétés. Les universités et instituts de recherche publique ont également des fonctions essentielles dans la diffusion du savoir scientifique et dans la formation des esprits scientifiques de demain. Ainsi, la recherche publique est un moteur fondamental de l'innovation, complété par la force industrielle de nos pays.

Pourtant, en France comme en Allemagne, les appels de détresse de la communauté scientifique ne cessent d'agiter les médias tout public et les journaux scientifiques spécialisés. Cela s'illustre notamment par deux phénomènes. D'une part, le « **burn-out académique** » touche de plus en plus de scientifiques, les obligeant à réduire leur charge de travail, ou même à quitter le monde de la recherche. D'autre part, on observe un « **brain drain** » (ou l'échappée par dépit) vers l'étranger, surtout vers les pays anglo-saxons, et/ou, entre autres, vers la sphère industrielle par certains des meilleurs talents scientifiques. **Il est urgent de considérer cette situation comme une réelle problématique qui, à long terme, compromet la place de l'Europe dans l'innovation mondiale.** La France et l'Allemagne, parmi les plus grandes nations innovatrices, doivent se saisir de cette opportunité pour montrer qu'une autre approche de la recherche est possible. **L'Europe possède en effet tous les atouts pour renforcer un système de recherche compétitif et respectueux de l'équilibre vie-travail**, sur la base de son historique en acquis sociaux, et la réputation et la solidité de ses institutions de recherche.

Pour cela, **nous devons revaloriser la recherche académique européenne en la rendant plus visible et plus attractive.** Il est essentiel d'améliorer la communication entre les scientifiques et les parties prenantes ainsi que le reste de la société, mais aussi de rendre les parcours professionnels de la recherche plus attractifs, notamment en diversifiant les possibilités de carrières ainsi qu'en améliorant drastiquement les conditions de travail. Pour favoriser la pluralité d'idées et l'échange de bonnes pratiques, des cercles de discussions franco-allemands, voire européens, pourront être instaurés dans les universités et autres institutions de recherche.

Les recommandations détaillées ci-après sont un premier pas dans cette direction. Pour les approfondir et encourager l'établissement d'une véritable stratégie d'augmentation de l'attractivité de la recherche publique franco-allemande, nous recommandons l'organisation de **colloques organisés entre représentations des personnels de la recherche, a minima** franco-allemands, voire étendus à d'autres pays européens. De tels colloques, organisés avec le soutien des cercles de discussion franco-allemands créés au niveau des institutions de recherche, permettront d'échanger sur les bonnes pratiques et les problèmes des **systèmes français et allemand, afin de dégager une vision commune de l'avenir d'un système de recherche durable et soutenable à long terme.** Cette coopération franco-allemande qui fonctionnera dans le domaine de la recherche publique pourra être étendue à une recherche plus large dans le domaine de l'innovation, tel que nous le proposons aussi dans le chapitre « souveraineté industrielle ».

## FOCUS

Nous saluons le fait que la présidence française ait saisi l'urgence de réformer la recherche au niveau national. Malgré tout, des réformes de cette ampleur ne pourront avoir l'effet escompté sans une stratégie claire de coopération européenne afin d'éviter davantage de discordances entre nos systèmes de recherche. De plus, nous soulignons qu'un plan ambitieux de réforme de la recherche ne saurait être viable sans accorder une place importante aux personnels de recherche, dans leur diversité et dans le respect de la passion qu'ils ont pour leur rôle clé dans l'avenir de nos sociétés. Ainsi, il convient de co-construire le futur de la recherche ensemble avec les personnels de la recherche et de leur redonner les moyens de développer de nouvelles solutions pour contrer les défis qu'ils rencontrent au quotidien, à échelle locale et européenne.



## Revaloriser la communication scientifique vers la société

### Motivation et objectifs

La méfiance à l'égard de la science et des scientifiques augmente alors même que nos sociétés sont confrontées à un nombre croissant de défis globaux. Cela a des conséquences dans le monde de la recherche et dans les sociétés, en France et en Allemagne. D'une part, cette méfiance rend les métiers de la recherche moins attractifs et ralentit l'avancée scientifique. De l'autre, cette méfiance peut se traduire en décisions politiques moins informées. De meilleures stratégies de communication scientifique vers la société sont nécessaires pour améliorer la compréhension, la reconnaissance et l'impact des résultats scientifiques auprès du grand public. De plus, une meilleure reconnaissance permettra d'attirer et de retenir des personnes talentueuses dans la recherche publique.

### Recommandation

Nous proposons de renforcer fortement la communication scientifique en soutenant la mise en place, pour chaque institution de recherche, d'une solide stratégie de communication scientifique, incluant (1) l'embauche de personnel spécialisé et formé à la communication et (2) une stratégie européenne de dissémination, incluant des contenus en plusieurs langues, au-delà de la langue nationale de l'institution et de l'anglais.

#### Modalités :

- **Instaurer un quota de personnel formé professionnellement à la communication dans chaque institution de recherche selon le nombre de scientifiques** pour générer une communication plus accessible et plus professionnelle par le biais de canaux standardisés. Pour une communication scientifique de qualité et efficace, qui améliorera l'éducation scientifique de la société et contrera les *fake news*, il est préférable d'inclure ces personnes dans les laboratoires.
- **Établir et appliquer au niveau franco-allemand des lignes directrices en communication scientifique** entre les instituts de recherche et les journalistes, les parties prenantes et le grand public dans le cadre d'un groupe de travail incluant des membres des différents milieux et des différents pays.
- **Proposer des cours et travaux pratiques sur la communication scientifique dans les universités.** Ces cours seraient obligatoires dans toutes les filières en France et en Allemagne formant à la recherche, et animés par des personnes formées professionnellement en communication scientifique.

### Articulation avec l'existant et moyens

La plupart des laboratoires possède déjà un pôle de communication, souvent en sous-effectif par rapport au nombre de scientifiques. Le budget pour l'agrandir pourra venir en partie du budget des institutions de recherche et en partie en prélevant une somme proportionnelle sur les financements externes de projets. De plus, la communication scientifique étant une partie intégrante du monde de la recherche, une valorisation du travail fait par des scientifiques pour soutenir ces cellules de communication est nécessaire.



## Repenser les carrières scientifiques pour les rendre plus attractives

### Motivation et objectifs

L'innovation repose sur les idées générées et développées par des individus. Particulièrement dans la recherche académique publique, ces personnes souffrent actuellement de l'instabilité de leurs carrières, la charge croissante de tâches annexes freinant, de manière paradoxale, leur activité de recherche. En France comme en Allemagne, la durée entre le doctorat et l'obtention d'un poste stable de recherche a considérablement augmenté ces dernières années. Aussi, surtout en France, le salaire n'est pas compétitif par rapport à d'autres postes au même niveau d'études, notamment en comparaison avec d'autres pays (par exemple les États-Unis, le Royaume-Uni ou la Suisse). Un effort politique franco-allemand, centré sur l'attractivité de la carrière scientifique en soi, est crucial pour rester à la pointe du savoir et de l'innovation.

### Recommandation

Nous proposons la mise en place de mesures concrètes pour augmenter l'attractivité des carrières scientifiques en réduisant la charge des tâches qui reviennent aujourd'hui aux scientifiques. Ceci passe par une diversification des parcours de carrières, un renforcement des services administratifs, informatiques et de communication, ainsi qu'un meilleur encadrement par des contrats stables et appropriés au niveau d'études.

#### Modalités :

- **Proposer une plus grande diversité de parcours de carrières** en divisant les tâches pour un éventail plus large de spécialités scientifiques (par exemple : technologie, rédaction de projets, communication, enseignement) et renforcer les services administratifs, informatiques, communication et techniques.
- **Mettre en place des contrats adaptés au niveau d'études et d'expérience** en systématisant les contrats doctoraux donnant droit aux mêmes avantages sociaux pour toutes et tous et en élargissant l'offre de contrats à durée indéterminée, à rémunération appropriée, pour sécuriser les personnels, leurs expertises et leur bien-être professionnel, tout en facilitant le recrutement d'expertes et d'experts internationaux ou le retour des expatriés.
- **Mieux encadrer le quotidien et plan professionnel** en assurant un suivi du temps de travail et une prise en compte de la charge de travail générée par l'encadrement et la formation d'étudiantes et étudiants. De plus, un suivi administratif spécifique des scientifiques en début de carrière permettra d'identifier et de lever les incertitudes quant à l'avenir professionnel, et participera à l'optimisation et la rétention des expertises.

### Articulation avec l'existant et moyens

En Allemagne, des discussions incluant les différentes parties prenantes ont actuellement lieu sur la *Wissenschaftszeitgesetz* mais les résultats sont jusqu'ici décevants et passent à côté de la réalité des conditions de travail dans les institutions de recherche. C'est le cas en France aussi avec la loi de programmation pour la recherche et les récentes annonces du président de la République. Pour approfondir ces réflexions et développer une stratégie durable et soutenable à long terme pour la recherche, nous appuyons la nécessité de co-construire les solutions entre la politique et les personnels de recherche.



## Transformer les laboratoires en lieux de travail sains

### Motivation et objectifs

L'épuisement professionnel (« burn out ») des personnels scientifiques a fait l'objet de nombreuses discussions dans les médias, en particulier depuis la pandémie de COVID-19, et pourrait s'expliquer par les incertitudes liées à la carrière, la forte pression exercée pour remplir des rôles multiples et une atmosphère de travail néfaste, combinée à une faible reconnaissance de la part de la société, ce qui conduit à des phénomènes tels que « l'abandon silencieux » (*quiet quitting*). Ce mal-être nuit énormément non seulement aux personnes et à leur vie, mais aussi aux institutions scientifiques elles-mêmes, à la capacité d'innovation de nos sociétés, ainsi qu'à la réputation de la recherche, notamment française et allemande.

### Recommandation

Nous proposons de mettre en place une stratégie active visant à transformer les laboratoires en lieux de travail sains en mettant en place un indice de bien-être psychologique qui sera inclus dans les critères d'éligibilité pour des financements de projets par les agences de recherche françaises et allemandes.

#### Modalités :

- **Développer un indice de bien-être psychologique** au sein d'une équipe de spécialistes du bien-être psychologique, en échange avec des scientifiques de France et d'Allemagne de différents niveaux de carrière et domaines scientifiques. Il prendra en compte la diversité de facteurs affectant le bien-être des scientifiques, notamment leur santé mentale, la qualité du soutien professionnel, la recherche d'un sens à leur travail et l'existence de perspectives de carrière.
- **Calculer et publier cet indice au niveau de chaque institution de recherche.** Le calcul (obligatoire) d'un tel indice et sa publication conduiront les institutions à se concurrencer aussi bien sur des critères académiques que de bien-être psychologique.
- **Associer l'accès au financement public de la recherche aux conditions de travail des personnels** en incluant cet indice, ainsi que d'autres critères quantifiables de conditions de travail de l'institution de recherche (proportion de thèses soutenues avec succès, retour de personnels après postdoc, taux de promotion interne, taux de détresse psychologique et incidents interpersonnels) dans l'évaluation.

### Articulation avec l'existant et moyens

Ces recommandations sont destinées aux organismes employeurs de la recherche, entre autres : en France, les universités, le CNRS, l'IRD, l'INSERM, etc., et, en Allemagne, les universités et les instituts Max-Planck, Helmholtz, Leibniz et Fraunhofer. Il est aussi nécessaire que les organisations telles que l'Agence nationale de la recherche (ANR), la *Deutsche Forschungsgesellschaft* (DFG) et la Commission européenne, qui sont d'importants vecteurs de financement public de la recherche, les appliquent.



## Établir des cercles franco-allemands dans les établissements de recherche

### Motivation et objectifs

Les étudiantes et étudiants ou les personnels expatriés sont parfois heureux de retrouver un peu de leur culture dans le pays d'accueil. Réciproquement, les personnes désireuses d'acquérir une expérience dans un pays tiers ou attachées d'une manière ou d'une autre au pays partenaire, sont heureuses de s'impliquer dans des cercles de discussion, de rencontre, d'échange d'idées. Sur la base de cercles binationaux franco-allemands, existant déjà dans certaines universités, il est certain que ces initiatives sont relativement simples à mettre en place et représentent une plus-value quant à la visibilité de l'amitié franco-allemande, notamment dans les milieux universitaires, et favorisent l'émergence d'une vision commune du futur de la recherche.

### Recommandation

Nous proposons de systématiquement encourager et faciliter la création et la mise en réseau de cercles franco-allemands dans les universités ou les grandes institutions de recherche à portée internationale, en France comme en Allemagne.

#### Modalités :

- **Recenser, mettre en réseau et soutenir institutionnellement des cercles franco-allemands déjà en place** au sein des universités françaises et allemandes. Un système de « jumelage » pourra être envisagé entre universités ayant des liens privilégiés. Ces cercles représenteront de parfaits catalyseurs pour des échanges sur le long terme.
- **Identifier de potentiels porteurs de projet** parmi les universités ne possédant pas encore de tels réseaux en utilisant les informations disponibles (par exemple contacts avec les services des ambassades, instituts de financements de mobilités européennes).
- **Affirmer le besoin d'un soutien actif les ambassades françaises en Allemagne et allemandes en France** pour gagner en visibilité, marquer les intérêts publics, mettre en relation les réseaux de différentes institutions publiques.
- **Organiser des colloques franco-allemands rassemblant des scientifiques des deux pays, à différents niveaux de carrière et portant notamment les voix des différents réseaux locaux**, pour échanger sur les bonnes pratiques et les problèmes/solutions des systèmes français et allemand, afin de dégager une vision commune de l'avenir d'un système de recherche durable et soutenable à long terme.

### Articulation avec l'existant et moyens

Des communautés locales existent dans les principales universités, tous domaines confondus, avec de nombreux modèles et d'infrastructures déjà en place qui peuvent servir de facilitateurs. À travers le programme Génération Europe 2023, un groupe d'échanges franco-allemand a vu le jour à l'hôpital universitaire de la Charité à Berlin. Il a rencontré un franc succès, avec déjà quatre rencontres organisées dans la seconde moitié de 2023. Ce projet a reçu le soutien direct du doyen actuel et de doyens passés de la Charité. L'organisation de tels cercles peut se faire sans aucun budget, sur la seule base des « volontés et opportunités » ; cependant, des mécanismes de financement, tels que le programme Procope, existent aussi si besoin.



# Notre démarche



## Introduction

La Génération Europe, promotion de jeunes talents européens, s'est réunie pour la première fois le 21 janvier 2023. Avant cette date, la plupart des participantes et participants ne se connaissaient pas. Les membres du groupe ont été sélectionnés par un panel varié de représentantes et représentants de l'OFAJ, du monde politique, associatif et économique franco-allemand sur la base de leurs profils et de leurs motivations à travailler de manière bénévole, civique et responsable au renforcement des relations entre la France et l'Allemagne. Il restait cependant à définir les objectifs du programme et à structurer le groupe autour d'un projet commun, dont le présent rapport représente la synthèse et l'un des aboutissements.

Le groupe s'est rapidement organisé, avec le soutien de l'OFAJ et d'une facilitatrice externe, en sous-groupes thématiques. Au fil de l'année, chaque sous-groupe a eu l'occasion de trouver sa propre dynamique et de définir ses priorités.

Les trois rencontres plénières suivantes de la Génération Europe, ainsi que de multiples communications ou rencontres virtuelles au cours de l'année, ont permis l'émergence d'une réelle cohérence et dynamique de groupe, avec **pour objectifs principaux 1) la réflexion et la rédaction des présentes recommandations, 2) la mise en place des bases pour un réseau Génération Europe pérenne** prenant avantage des nombreux domaines d'expertise représentés au sein de ses membres.



## Cette année a été marquée par quatre rencontres plénières, en France et en Allemagne, y compris dans l'espace transfrontalier :

La première, les 21 et 22 janvier 2023 à Paris (France), a marqué le lancement de Génération Europe. Cette rencontre a été particulièrement riche en symbolique et les membres de la Génération Europe ont rapidement été saisis d'un **fort sentiment de responsabilité, qui aura permis un démarrage fort et ambitieux du programme**. Un temps particulièrement fort a été la rencontre du groupe avec le président de la République française et le chancelier allemand au palais de l'Élysée, afin de mieux comprendre leurs attentes envers Génération Europe.

La seconde rencontre à Berlin (Allemagne), du 10 au 12 mai 2023, a permis l'approfondissement des travaux en sous-groupes. Au cours de cette rencontre, nous avons discuté avec des élus et des personnalités de grandes institutions autour des thèmes de la santé et du climat, en particulier avec le professeur Detlev Ganten, ancien directeur de la Charité, Jennifer Morgan, représentante spéciale pour la politique climatique internationale allemande, et Andreas Jung, de l'assemblée parlementaire franco-allemande. Cette rencontre aura aussi vu aboutir les efforts de **structuration au sein des sous-groupes et permis de formuler une meilleure définition de l'identité et des objectifs du groupe dans son ensemble**.

Une troisième rencontre a eu lieu à Dresde (Allemagne) et a permis à la Génération Europe de présenter une première ébauche des présentes recommandations au président de la République fédérale d'Allemagne, à l'ambassadeur de France en Allemagne, à la ministre de Saxe de la Justice et de la Démocratie, de l'Europe et de l'Égalité des chances Katja Meier ainsi qu'à la ministre allemande adjointe aux Affaires étrangères Anna Lührmann. Cette rencontre, qui n'était initialement pas prévue, a été rendue possible sur invitation de la Saxe lors des journées du 3 et 4 juillet 2023. Elle a offert au groupe **l'occasion de formuler de manière concrète les idées émergentes des présentes recommandations, et obtenir de premiers retours de la part de personnalités politiques et diplomates de haut niveau, ainsi que de hauts fonctionnaires du Land de Saxe**. En outre, la rencontre a permis à l'ensemble du groupe de faire l'expérience concrète de l'importance du fédéralisme allemand et de l'importance des politiques publiques conduites au niveau des Länder (« Silicon Saxony »).

Du 4 au 6 octobre 2023, la Génération Europe s'est réunie dans les régions transfrontalières du Grand Est et de la Sarre. Au cours de cette rencontre, le groupe a pu échanger avec des élus et des représentants et représentantes, notamment le président de la région Grand Est et le gouvernement de la Sarre, et de ces territoires particulièrement actifs dans la coopération transfrontalière entre la France et l'Allemagne. Cette rencontre a non seulement permis d'**affiner les ambitions et le cadre des recommandations du groupe**, mais elle a aussi rappelé à toutes et tous l'importance de leur caractère concret et applicable. Un temps fort a été la visite des hauts fourneaux de Saarstahl, permettant de se rendre compte des défis pesant sur l'industrie face à la transition énergétique.

Enfin, sur l'initiative du groupe, une dernière rencontre a été organisée le 9 décembre 2023 au format hybride en simultané à Paris et à Berlin, afin d'**intégrer les travaux des sous-groupes dans le rapport de cette première Génération Europe**. Marquant l'un des aboutissements de la première promotion de la Génération Europe, cette initiative confirme cette volonté partagée de s'engager dans une démarche d'échange de perspectives variées, de manière ouverte et sincère, afin d'élaborer des réponses communes aux défis d'aujourd'hui et de demain.

### EN RÉSUMÉ

**Au-delà de ces rencontres formellement prévues par le programme, l'année 2023 a été marquée par de nombreuses invitations de membres de la Génération Europe à d'autres temps forts de l'actualité franco-allemande (par exemple le lancement de l'Académie franco-allemande de Paris ou la célébration de la fête nationale française dans les locaux de l'Ambassade de France à Berlin).**

**Ainsi, de nombreuses rencontres informelles avec des personnalités reconnues dans leurs domaines ont enrichi de manière directe le contenu des présentes recommandations.**

**Cette dynamique riche aura permis de conforter cette idée d'un élan d'enthousiasme généré par le programme Génération Europe pour l'intensification des relations franco-allemandes, ce qui représente pour nous le signe d'un franc succès de la première année de ce programme voulu par nos deux pays.**







# Remerciements



## Nous remercions...

### L'équipe de l'OFAJ :

Les secrétaires généraux Anne Tallineau et Tobias Bütow, Tomasz Bertram, Claire Demesmay, Inès d'Erceville, Morgane Voyer, les rédactrices et rédacteurs qui ont participé à la finalisation des documents finaux, les agentes et agents de l'OFAJ qui ont contribué au programme.

### Les financeurs publics du programme et les mécènes AXA, Siemens, Bosch, Oddo BHF, Amundi

### Les personnes avec qui nous avons pu échanger lors de rencontres plénières :

Le président de la République française Emmanuel Macron, le président fédéral allemand Frank-Walter Steinmeier, le chancelier fédéral allemand, Hans-Dieter Lucas, François Delattre, Laurence Boone, Anna Lührmann, Sarah El Haïry, Damien Poinard, Detlev Ganten, Andreas Jung, Jennifer Morgan, Katja Meier, Mathias Weilandt, Gesine Märtens, Franck Leroy, les personnels et responsables de la Maison Robert Schuman, Ralf Beil, David Lindemann, Jens Diener, Hendrike Jung, les représentantes et représentants des personnels de Saarlouis, François Villeroy de Galhau.

### Les personnes avec qui nous avons pu échanger lors de rencontres en sous-groupes :

Michaela Feurstein-Prasser, Maisha-Maureen Auma, Bénédicte Savoy, Vincent Jauneau, Carolina Novac, Jon Worth.

**Nous exprimons notre reconnaissance envers toutes les autres personnes non mentionnées nommément ici, mais qui ont guidé nos réflexions.**

## FOCUS

### La Génération Europe 2023 est composée de

Judith Madeline Walter, Alexandra Wagner, Felix Wagenitz, Julia Vasilieva, Jannis Stöter, Jonathan Spindler, Benjamin Sibille, Alix Ricau, Lucie Rebaï, Swaroop Rao, Hilko Paschke, Stéphanie Lakkis, Mario Laarmann, Juliane Knop, Boris Jaros, Hanna Hennes-Rauth, Sascha Haas, Adrien Guillot, Alia Fakhry, Mark Espagnet, Theresia Crone, Clara Burgard, Sebastian Bold, Fabien Baudelet.



# Partenaires

« Génération Europe – jeunes talents franco-allemands » est une initiative des gouvernements français et allemand, mis en œuvre par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse et soutenu financièrement par Axa, Siemens, Bosch, Oddo BHF et Amundi.



SIEMENS



## Mentions légales

### Rédaction

La promotion 2023 de Génération Europe

### Édition

Office franco-allemand pour la Jeunesse

### Graphisme

[www.lapetiteagenceparisienne.com](http://www.lapetiteagenceparisienne.com)

### Crédit photos

Page de couverture : Maxime Gruss

Page 5 : Maxime Gruss

Page 47 : Daniel Meißner

© OFAJ/DFJW, Paris/Berlin, 2024